



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Conseillers en exercice : 61

Date de Publicité : 29/04/14

Reçu en Préfecture le : 05/05/14
CERTIFIÉ EXACT,

Séance du lundi 28 avril 2014
D-2014/211

Aujourd'hui 28 avril 2014, à 15h00,

le Conseil Municipal de la Ville de Bordeaux s'est réuni en l'Hôtel de Ville, dans la salle de ses séances, sous la présidence de

Monsieur Alain JUPPE - Maire

Etaient Présents :

Monsieur Alain JUPPE, Madame Virginie CALMELS, Monsieur Nicolas FLORIAN, Madame Alexandra SIARRI, Monsieur Didier CAZABONNE, Madame Anne BREZILLON, Monsieur Fabien ROBERT, Mme Anne-Marie CAZALET, Monsieur Nicolas BRUGERE, Madame Brigitte COLLET, Monsieur Jean-Louis DAVID, Madame Emmanuelle CUNY, Monsieur Stephan DELAUX, Madame Nathalie DELATTRE, Monsieur Marik FETOUH, Madame Laurence DESSERTINE, Monsieur Jean-Michel GAUTE, Madame Magali FRONZES, Monsieur Pierre LOTHAIRE, Madame Emilie KUZIEW, Monsieur Pierre De Gaétan NJIKAM MOULIOM, Madame Arielle PIAZZA, Monsieur Jérôme SIRI, Madame Elizabeth TOUTON, Monsieur Joël SOLARI, Monsieur Alain DUPOUY, Monsieur Jean-Pierre GUYOMARC'H, Monsieur Michel DUCHENE, Madame Mariette LABORDE, Madame Marie-Françoise LIRE, Monsieur Erick AOUIZERATE, Monsieur Philippe FRAILE MARTIN, Monsieur Benoit MARTIN, Madame Anne WALRYCK, Madame Marie-Hélène VILLANOVE, Madame Florence FORZY-RAFFARD, Madame Constance MOLLAT, Monsieur Alain SILVESTRE, Madame Marie-José DEL REY, Madame Maribel BERNARD, Monsieur Guy ACCOCEBERRY, Monsieur Yohan DAVID, Monsieur Edouard du PARC, Madame Sandrine RENO, Madame Estelle GENTILLEAU, Monsieur Marc LAFOSSE, Monsieur Yassine LOUIMI, Mme Laetitia JARTY ROY, Madame Solène CHAZAL, Madame Cécile MIGLIORE, Madame Michèle DELAUNAY, Monsieur Pierre HURMIC, Monsieur Vincent FELTESSE, Madame Emmanuelle AJON, Monsieur Nicolas GUENRO, Madame Delphine JAMET, Monsieur Matthieu ROUYEYRE, Monsieur Jacques COLOMBIER, Madame Catherine BOUILHET,

Excusés :

Monsieur Josy REIFFERS, Madame Ana marie TORRES

Réalisation de l'éclairage public de la 3ème phase du tramway par la communauté urbaine de bordeaux. Modalités techniques et financières. Convention.

Monsieur Jean-Louis DAVID, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La réalisation des extensions des lignes de tramway par la Communauté Urbaine de Bordeaux dans le cadre de la 3ème phase de travaux nécessite le réaménagement des voiries et la refonte complète de l'éclairage public. A cet effet, il s'agit de créer un nouveau réseau d'éclairage public par la mise en œuvre de candélabres équipés de lanternes.

Dans un souci de cohérence, et afin de coordonner les interventions, optimiser les investissements publics et limiter les nuisances aux riverains et usagers, la Communauté Urbaine a été sollicitée par la Ville afin d'assurer la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des équipements constituant l'aménagement complet de la voirie, y compris les ouvrages d'éclairage public sur ces voies.

La réalisation de ces ouvrages de compétence communale par la Communauté Urbaine de Bordeaux, qui s'inscrit dans le cadre de l'art 2 II de la loi MOP, est régie par convention qui arrête les modalités techniques et financières de cette opération.

Aussi, la Communauté Urbaine de Bordeaux fera l'avance du coût des travaux estimés à 591 219.02 € TTC qui seront mis en œuvre pour la réalisation de l'opération évaluée à 784 813.02 € TTC (annexe 1 de la convention).

La Ville, qui fournit le matériel, sera redevable du montant des travaux, déduction faite d'un fonds de concours forfaitaire s'élevant à 313 378.11 € et calculé sur le nombre de candélabres figurant au projet suivant un barème établi à l'article 2.1.2 (annexe 2 de la convention).

Par conséquence, la Ville sera redevable envers la Communauté Urbaine de Bordeaux de 277 640.91 € TTC.

Ce montant pourra être ajusté au vu du coût réel des travaux dont le montant exact sera confirmé lors de l'établissement du décompte général.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- signer la convention annexée, fixant les modalités techniques et financière de réalisation, par la Communauté Urbaine de Bordeaux, de l'éclairage public de la 3^{ème} phase du tramway
- décider du versement de 277 640.91 € TTC à la Communauté Urbaine de Bordeaux.

ADOpte A L'UNANIMITE

Fait et Délibéré à Bordeaux, en l'Hôtel de Ville, le 28 avril 2014

P/EXPEDITION CONFORME,

Monsieur Jean-Louis DAVID

**MODALITES TECHNIQUES ET FINANCIERES DE REALISATION D'OUVRAGES
DE COMPETENCE COMMUNALE PAR LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX**

CONVENTION AVEC LA COMMUNE DE BORDEAUX

Entre les soussignés :

● La Commune de BORDEAUX, représentée par Monsieur _____, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n° _____ en date du _____,

ci-après dénommée « la Commune »

d'une part,

● LA COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX, représentée par Monsieur _____, Président, habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération n° _____ en date du _____

ci-après dénommée « la Communauté urbaine »

d'autre part,

PREAMBULE

La réalisation des cinq extensions des trois lignes de tramway dans la cadre de la 3^e phase du tramway de l'agglomération bordelaise nécessite le réaménagement des voiries empruntées par le tramway entraînant la refonte complète des installations et des implantations d'éclairage public.

Bien que des éléments constitutifs de l'éclairage public soient considérés comme des accessoires du domaine public routier, le législateur a exclu du champ de la compétence "voirie" transférée aux Communautés urbaines ces équipements, lesquels demeurent donc de compétence communale.

Pourtant, il s'avère nécessaire, dans un souci de cohérence, mais aussi pour coordonner les interventions, d'optimiser les investissements publics et limiter la gêne des riverains et des usagers, que la Communauté urbaine assure l'ensemble des équipements qui constituent l'aménagement complet de la voie.

Dans ce contexte, la Communauté urbaine a été sollicitée par la Commune de Bordeaux pour réaliser des ouvrages d'éclairage public sur l'ensemble des extensions situées sur son territoire.

L'intervention technique de la Communauté Urbaine s'effectuera dans le cadre de l'article 2 II de la loi MOP modifié par l'ordonnance n°2004-566 du 17 juin 2004.

L'intervention financière de la Communauté Urbaine s'effectuera par l'attribution à la Commune d'une subvention d'équipement, sous forme d'un fonds de concours, au sens de l'article L.5215-26 du code Général des Collectivités Territoriales modifié par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

Ceci étant exposé il a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1 - INTERVENTION TECHNIQUE DE LA COMMUNAUTE URBAINE

ARTICLE 1-1 – PRINCIPE

- Conformément aux dispositions de l'article 2 II de la loi MOP, la Communauté urbaine de Bordeaux est sollicitée, par la Commune de Bordeaux, dans le cadre des travaux d'extension – Phase 3 - des lignes de tramway B & C, pour assurer la maîtrise d'ouvrage de la réalisation de l'éclairage public entre la voie de remisage actuelle (station Claveau) et le carrefour E Besse, d'une part et entre l'avenue Laroque (terminus de la phase 2) et l'avenue de la Jallère, d'autre part.

ARTICLE 1-2 – PROGRAMME ET ESTIMATION PREVISIONNELLE

1-2-1 –Eléments du programme du projet, objet de la convention.

La Communauté urbaine procédera à la mise en place des gaines, massifs de fondation, câbles de l'éclairage public, passage des câbles et branchements (tranchée, démolition de la partie dure, gaine diamètre 75, câblote 25, grillage avertisseur, sable de protection), socles et candélabres.

Les consoles, les lanternes et les candélabres sont fournis par la Commune.

L'opération d'éclairage public sera réalisée sur les secteurs suivants :

- pour la ligne B, les travaux s'étendent depuis la voie de remisage actuelle (station Claveau), se poursuivent rue Joseph Brunet, avenue du docteur Shinazi, jusqu'au carrefour avec la rue E. Besse ;
- pour la ligne C, les travaux se débutent depuis l'avenue de Laroque (terminus de la phase 2), puis traversent les aménagements de la ZAC Ginko, se poursuivent avenue des 40 journaux, puis avenue Marcel Dassault et Jean Gabriel Domergue, cours Charles Bricaud et enfin avenue de la Jallère jusqu'au franchissement de la Jallère (avant l'ouvrage)

La Commune s'engage à assurer la gestion ultérieure de tous ces équipements.

Lorsque la Commune procède à l'enfouissement des réseaux, autres que celui d'éclairage public, préalablement à l'intervention communautaire, elle doit le faire en s'assurant de la compatibilité de la position de ses ouvrages avec ceux du projet de voirie et prend en charge le coût de l'opération.

1-2-2 –Estimation prévisionnelle du projet.

Le coût total de ce projet d'éclairage public est estimé à 656 198,18€ ht soit 784 813,02€ TTC, calculé sur la base des travaux et fournitures définis dans le programme ci-dessus et selon la répartition prévue à l'annexe I.

ARTICLE 1-3 – CONTENU DE LA MISSION DE LA COMMUNAUTE

La mission de la Communauté urbaine porte sur les éléments suivants :

1. définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles les travaux et aménagements seront réalisés ;
2. élaboration des études ;
3. établissement des avant-projets et projets qui devront être approuvés par la Commune ;
4. préparation, signature et gestion des marchés de travaux, versement de la rémunération des entreprises ;
5. notification à la Commune du coût prévisionnel des travaux et des aménagements tel qu'il ressort des marchés attribués ;
6. direction, contrôle et réception des travaux ;
7. gestion financière et comptable de l'opération ;
8. gestion administrative ;
9. actions en justice ;

et d'une manière générale, tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.

ARTICLE 1-4 – REGLES DE PASSATION DES CONTRATS

En application de l'article L.5211-56 du Code Général des Collectivités Territoriales et pour les besoins de l'opération, la Communauté urbaine propose, à la Commune qui l'accepte, d'utiliser les marchés qu'elle a passés avec toutes les conséquences de droit.

La Commune ne pourra faire ses observations qu'à la Communauté urbaine et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celle-ci.

ARTICLE 1-5 – REMISE DES OUVRAGES

Après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que la Communauté urbaine ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate des ouvrages, ces derniers sont remis en pleine propriété à la Commune.

Un procès verbal contradictoire de remise de ces ouvrages sera établi à cette occasion.

Quitus de sa mission sera alors donné à la Communauté urbaine.

CHAPITRE 2 – INTERVENTION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE URBAINE

ARTICLE 2-1 –PARTICIPATION FINANCIERE

2 – 1 – 1 Principes de la participation financière

La Communauté urbaine réglera les travaux d'aménagement de l'éclairage public effectués par les entreprises retenues dans le cadre de l'exécution des marchés qu'elle a contractés.

Le coût de l'ensemble de cette opération de compétence communale est à la charge de la Commune, déduction faite d'une subvention d'équipement versée sous forme d'un fonds de concours communautaire.

Le montant à la charge de la Commune pourra varier en fonction du coût réel des travaux réalisés dont le montant exact sera confirmé lors de l'établissement du décompte général des marchés contractés par la Cub.

L'éclairage public provisoire phase chantier est pris en compte dans le cadre des travaux du tramway.

2 – 1 – 2 Calcul de la subvention d'équipement allouée à la Commune sous forme d'un fonds de concours communautaire

La subvention allouée par la Communauté Urbaine est doublement plafonnée.

D'une part, conformément aux dispositions de l'article L.5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales, « le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours ». En conséquence, la subvention allouée par la communauté urbaine ne peut excéder 50% du coût total hors taxes de l'ensemble de cette opération d'éclairage public de compétence communale (fournitures et travaux).

D'autre part, conformément à la délibération cadre n°2005/0353 adoptée par le conseil de communauté, le 25 mai 2005, la subvention allouée par la communauté est calculée sur le nombre de candélabres ou consoles figurant au projet suivant le barème ci-après défini à partir de l'actualisation de forfait éclairage public sur la base du dernier indice TP12 connu au 1^{er} janvier 2013 :

- 1 570,77 euros par candélabre de 4 à 8 m de hauteur ($4m \leq h \leq 8m$),
- 1 767,12 euros par candélabre $8m < h \leq 10m$,
- 2 094,37 euros par candélabre $> 10m$,
- 1 263,16 euros par console sur façade ou sur poteau supportant d'autres réseaux

Ces forfaits sont actualisés, une fois l'an au 1^{er} janvier de chaque année, sur la base du dernier indice TPI2 publié à cette date et selon la formule ci-après :

$$F_n = F_o \times (I_n/I_o)$$

F_o = Forfait pris en compte en 2011

I_o = TPI2 valeur indice de référence (à déterminer)

I_n = TPI2 valeur dernier indice connu au 1^{er} janvier de l'année

La base annuelle du forfait pris en compte pour le calcul du fonds de concours est déterminée par la date de commencement des travaux d'éclairage public figurant dans l'ordre de service de commencement des travaux adressé à l'entreprise.

Au regard de ce double plafonnement, le montant de la subvention d'équipement allouée versée sous forme de fonds de concours pourra être ajusté au vu d'un état récapitulatif des dépenses exposées et du nombre de candélabres installés.

Afin que la Communauté urbaine puisse calculer le montant du fonds de concours forfaitaire, en respect de la disposition précisée ci-dessus relative à la part du financement assuré par la Ville de Bordeaux, celle-ci produira à la Communauté, un certificat administratif attestant le montant réglé par ses soins pour la fourniture des candélabres et des consoles, estimé à 193 593,99 € TTC (161 867,89 € ht).

ARTICLE 2-2 – FINANCEMENT

Le coût total de ce projet d'éclairage public est estimé à 656 198,18 € ht calculé sur la base des travaux et fournitures définis dans le programme ci-dessus et selon la répartition prévue à l'annexe 1.

Le coût des travaux à mettre en œuvre pour la réalisation de l'opération est évalué à 591 219,02 € TTC (494 330,29 € ht), comme indiqué dans le tableau annexe 1. La Communauté urbaine règle aux entreprises les travaux réalisés dans le cadre de l'exécution des marchés qu'elle a passés.

La Communauté urbaine mettra en recouvrement auprès de la Commune les sommes qu'elle a acquittées, selon l'échéancier prévu à l'article 2-4, déduction faite de la subvention communautaire plafonnée et versée sous forme de fonds de concours.

Le montant de la subvention communautaire s'élève, à titre prévisionnel, à 313 578,11€ nets de TVA (cf. Annexe1).

A ce jour et à titre prévisionnel, la Commune serait redevable envers la Communauté Urbaine de Bordeaux de la somme de 277 640,91€ TTC (soit 591 219,02€ – 313 578,11€). Ce montant inclut la totalité de la TVA acquittée par la Communauté urbaine lors du paiement des travaux (évaluée à 96 888,74€) dans la mesure où la Communauté urbaine ne peut se voir rembourser celle-ci.

Le montant à la charge de la commune pourra varier, à la hausse comme à la baisse, en fonction :

- du coût réel de cette opération d'éclairage public (fournitures et travaux) dont le montant exact sera confirmé lors de l'établissement du décompte général des marchés concernés,
- et du montant définitif de la subvention communautaire réajustée en fonction du coût réel et du nombre de candélabres et consoles installés.

La Commune sera informée, préalablement, du coût prévisionnel des travaux exécutés, conformément au chapitre I ci-dessus, article 1 – 3, point 5.

Par ailleurs, le montant à la charge de la Commune sera également réduit à concurrence du montant des subventions de toute nature que la Communauté Urbaine percevrait au titre de cette opération.

ARTICLE 2-3 – REMUNERATION

Dans le cadre du suivi de cette opération, la Communauté urbaine effectuera sa mission de maître d'ouvrage à titre gratuit.

ARTICLE 2-4 – REGIME BUDGETAIRE ET COMPTABLE

Lorsqu'une Commune confie, par convention, à la Communauté urbaine la création d'équipements, les équipements ainsi réalisés sont, dès l'origine, la propriété de la Commune.

En conséquence, conformément aux dispositions prévues par l'instruction M43, la Communauté urbaine retracera dans ses comptes cette opération pour le compte de tiers au compte 458 qui fera l'objet d'une subdivision appropriée tant en dépenses qu'en recettes.

ARTICLE 2-5 – F.C.T.V.A.

En application des règles relatives au FCTVA, seule la Commune, sous réserve des conditions habituelles d'éligibilité, peut bénéficier d'une attribution du fonds de compensation puisque les dépenses réalisées par la Communauté ne constituent pas pour elle une dépense réelle d'investissement.

En conséquence, la Commune fera son affaire de la récupération du FCTVA pour les travaux réalisés pour son compte.

La Communauté urbaine lui fournira un état des dépenses acquittées pour réaliser l'opération avant la fin de l'année où sera intervenue la remise des biens prévue à l'article 1-5 du chapitre I de la présente convention.

ARTICLE 2-6 - PAIEMENTS

2-6-1 Modalités de paiement des travaux réalisés

Le mandatement des travaux sera assuré par la Communauté urbaine dans les délais réglementaires.

Tout intérêt moratoire, qui serait dû par la Communauté urbaine pour défaut de mandatement dans les délais en vigueur, serait à sa charge.

2-6-2 Modalités de paiement de la part communale

La Commune sera redevable envers la Communauté urbaine, conformément aux dispositions de l'article 2-2 "Financement" de la présente, d'une somme dont le montant TTC sera celui des sommes réellement acquittées par la Communauté urbaine pour les travaux, déduction faite de sa subvention d'équipement sous forme de fonds de concours.

Le versement correspondant sera effectué au nom de la Communauté Urbaine de Bordeaux au compte n° 30001- 00215 - H 3350000000 - 50 ouvert au nom de Monsieur le Receveur de la Communauté Urbaine de Bordeaux de la façon suivante :

- 50% de la participation Communale prévisionnelle à l'engagement des travaux, sur présentation par la Communauté d'un titre de recette assorti de ou des ordres de service concernés.
- le solde de la participation Communale définitive, à l'achèvement des travaux, sur présentation de l'état des travaux exécutés et d'un récapitulatif des dépenses exposées.

Les règlements par la Commune devront intervenir dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception de l'avis de mise en recouvrement.

ARTICLE 2-7 – DUREE

La convention prendra effet à sa date de notification par la Communauté urbaine de Bordeaux et prendra fin après le dernier règlement effectué par la Commune et la remise des ouvrages.

ARTICLE 2-8 - LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif Bordeaux.

A Bordeaux, le

Pour la Commune,

Pour la Communauté urbaine de Bordeaux,

ANNEXE N°1

REALISATION DE LA 3ème PHASE DU TRAMWAY - EXTENSION LIGNE A
 TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC REALISES PAR LA CUB
 CALCUL DE LA PART PREVISIONNELLE DUE PAR LA COMMUNE DE BORDEAUX

Génie civil et raccordements	VRD 303	TOTAL
Montant prévisionnel ht travaux éclairage public réalisés par la CUB	470 790,75	470 790,75 € ht
Montant prévisionnel ht révisé (+5%) travaux éclairage public réalisés par la CUB (1)		494 330,29 € ht
Montant TVA (19,6%) (2)		96 888,74 €
Montant prévisionnel TTC révisé (+5%) travaux éclairage public réalisés par la CUB		591 219,02 € TTC
Montant prévisionnel fournitures éclairage public produites par la ville de Bordeaux ht		161 867,89 € ht
Montant prévisionnel fournitures éclairage public produites par la ville de Bordeaux TTC		193 593,99 € TTC
Montant prévisionnel Travaux + Fournitures ht (3)		656 198,18 € ht
Montant prévisionnel Travaux + Fournitures TTC		784 813,02 € TTC
50 % du montant prévisionnel ht (50% (3))		328 099,09 € ht
Montant estimation forfaitaire (détail annexe 2)		313 578,11 € nets de TVA
Montant maximal de la subvention d'équipement sous forme de fonds de concours CUB □	(4)	313 578,11 € nets de TVA
(Plus petit montant résultant soit du calcul forfaitaire - délibération 2005/0353 - soit du plafonnement à 50% du coût global de l'opération - Article L.5215-26 CGCT		
Montant prévisionnel dû par la commune de Bordeaux (total 1+ 2 – 4)		277 640,91 € TTC

ANNEXE N°2

Éclairage public : Estimation forfaitaire de la subvention d'équipement sous forme de fonds de concours de la CUB pour la commune de Bordeaux

BORDEAUX - MARCHE VRD 303

Type	forfait en € ht	LIGNE B		LIGNE C		TOTAL
		quantité	Total	quantité	Total	
Candélabre h 4<h<8m	1 570,77	73,00	114 666,21	94,00	147 652,38	262 318,59
Candélabre h 8<h<10m	1 767,12	0,00	0,00	19,00	33 575,28	33 575,28
Candélabre h >10m	2 094,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Console murale	1 263,16	7,00	8 842,12	7,00	8 842,12	17 684,24
spot et projecteur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ht			123 508,33		190 069,78	313 578,11

TOTAL BORDEAUX

313 578,11

